

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Code de l'Environnement :
- Livre V - Titre I - Installations classées pour la protection de l'environnement,
- Livre V - Titre IV - Déchets,
- Livre II - Titre I - Eau ;
- VU le Code des Douanes ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 codifiée au titre I - Livre V du Code de l'Environnement susvisé ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le SDAGE approuvé le 26 juillet 1996 ;
- VU la demande présentée par la Société GEOTEXIA Méné Energie en vue d'être autorisée à exploiter une unité de valorisation de matières organiques **au lieu-dit « La Petite Vieille Lande » sur la commune de SAINT GILLES DU MENE**, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique d'un mois ouverte du 3 juin 2003 au 2 juillet 2003 en mairie de SAINT GILLES DU MENE ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de SAINT GILLES DU MENE, PLESSALA, LAURENAN, PLEMET ;
- VU les avis exprimés au cours de l'instruction par :
- le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles le 22 janvier 2004 ;
- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt le 30 juillet 2003 ;
- le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle le 25 juin 2003 ;
- le Directeur Départemental de l'Équipement le 23 juin 2003 ;
- le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales le 7 juillet 2003 ;
- le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Bretagne le 1^{er} juillet 2003 ;
- VU l'avis de l'hydrogéologue agréé daté du 24 janvier 2004 ;
- VU le rapport du Directeur Départemental des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées, du 12 février 2004 ;
- VU la consultation effectuée le 13 février 2004, conformément à l'article 10 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 12 mars 2004 ;
- VU la lettre du 9 avril 2004, de la SA SINERG ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-2 du Code de l'Environnement susvisé, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que la commission d'enquête a émis un avis favorable au projet avec trois réserves concernant « l'insertion du projet dans le paysage », « la mesure régulière des nuisances olfactives », et l'incidence sur l'eau ;

CONSIDERANT que les prescriptions concernant « l'insertion du projet dans le paysage » et « la mesure régulière des nuisances olfactives » sont intégrées au présent arrêté ;

CONSIDERANT que pour ce qui concerne l'incidence sur l'eau, la mise en service de l'installation n'aura lieu que lorsque la solution retenue pour l'élimination des eaux traitées aura été validée et fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire, et qu'ainsi toutes les réserves émises par la commission d'enquête auront été levées ;

CONSIDERANT que le Conseil Départemental d'Hygiène a émis un avis favorable au projet ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

ARRETE

ARTICLE 1 – CLASSEMENT

La Société GEOTEXIA Méné Energie, sise à « La Petite Vieille Lande », à SAINT GILLES DU MENE (22330), est autorisée à exploiter une unité de valorisation de matières organiques comportant les installations classées suivantes :

N° nomenclature	Désignation	Capacité	Régime Rayon d'affichage
167-C	Installation d'élimination de déchets industriels provenant d'installations classées : traitement	- Issues du lisiers 2 170 tonnes de MS/an - Issues des coproduits 8 000 tonnes de MS/an	Autorisation 2 KM
1412-2-b	Stockage en réservoir manufacturé de gaz inflammables liquéfiés	Stockage de propane 20 tonnes	Déclaration
1611-2	Emploi ou stockage d'acide sulfurique à plus de 25%	Stockage d'acide sulfuriques 50 m3, soit 92 tonnes	Déclaration
2170-1	Fabrication des engrais et support de cultures à partir de matières organiques	Production d'engrais séché 18 tonnes/jour	Autorisation 3 KM
2171	Dépôts de fumier, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques	Matière organique broyée 1 500 m3 Dépôt d'engrais 7 000 m3	Déclaration
2910-A-2	Installation de combustion	Chaudière mixte Biogaz/gaz ou biogaz/fuel 2,6 MW	Déclaration
2920-1-b	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ pa	Compresseur Puissance : 150 kW Pression : 1,33 bar	Déclaration

ARTICLE 2 – CONDITIONS GENERALES

2.1 - Conformité au dossier déposé

Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande d'autorisation, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.2 - Impact des installations

Les équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être entretenus régulièrement.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, et d'éléments d'équipements utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

Les installations sont conçues, implantées, aménagées et exploitées conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

2.3. Intégration dans le paysage

L'exploitant tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant.

Des mesures complémentaires à celles présentées dans le dossier d'étude d'impact doivent être prévues :

- L'espace boisé Ouest du terrain devra être conservé sinon en totalité, du moins sur une largeur minimum d'une soixantaine de mètres en limite Ouest.
- Une plantation en rideau d'arbres à haute tige devra être réalisée en limite de la bordure Sud du site et de son retour vers le réservoir d'eau.

2.4. Clôture

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture doit être aménagée de manière à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité ; elle doit être implantée à une distance suffisante pour laisser le passage aux engins des services de secours.

Les accès de l'établissement sont fermés en dehors des heures d'exploitation.

2.5. Risques naturels

L'établissement est protégé contre la foudre dans les conditions précisées à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre (J.O. du 26 février 1993). Dans la mesure où le site ne serait pas équipé d'un dispositif approprié de comptage des coups de foudre et dès qu'il y aura doute sur l'existence d'un impact de foudre, le système de protection doit être vérifié.

Les dispositions prévues dans l'arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles para-sismiques sont rendues applicables aux installations visées par le présent arrêté.

Les fondations des différents stockages (gazomètre, méthaniseur, ...) seront largement calculées de façon à prévenir tout danger d'affaissement ou de fissuration ; Avant leur réalisation, une étude géotechnique, par un cabinet spécialisé sera réalisé.

2.6. Contrôles et analyses

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander, à tout moment, que des contrôles et analyses, portant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets

d'eaux, déchets, bruit notamment), soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant.

En tant que de besoin, les installations sont conçues et aménagées de manière à permettre ces contrôles dans de bonnes conditions.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents, doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant ...).

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Sauf accord préalable avec l'Inspecteur des Installations Classées, les méthodes de prélèvement, mesure et analyse, sont les méthodes normalisées.

Les résultats de ces contrôles et analyses – ainsi que ceux obtenus dans le cadre de la procédure d'autosurveillance – sont conservés pendant au moins 3 ans par l'exploitant et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, et, pour ce qui le concerne, de l'agent chargé de la Police de l'Eau.

2.7 - Bilan de fonctionnement

Un bilan de fonctionnement portant sur les conditions d'exploitation de l'installation est élaboré par le titulaire de l'autorisation et adressé au préfet tous les 10 ans à compter de la présente autorisation.

Il contient :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi susvisée ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie.

2.8. Incident grave – Accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est-à-dire aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement) doit être immédiatement signalé à l'Inspecteur des Installations Classées à qui l'exploitant remet, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter son renouvellement.

2.9. Arrêt définitif des installations

Au moins un mois avant l'arrêt définitif de ses installations, l'exploitant doit adresser une notification au Préfet du département, conformément au décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié (article 34.1). Elle doit préciser les mesures prises ou prévues pour assurer la protection de l'environnement (c'est-à-dire des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement), notamment en ce qui concerne :

- l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- la protection des installations pouvant présenter des risques d'accidents (puits, citerne, etc.),
- la surveillance a posteriori de l'impact de l'installation sur son environnement.

ARTICLE 3 – PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR ET DES NUISANCES OLFACTIVES

3.1. Règles générales

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation et à la beauté des sites.

Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

3.2. Poussières

3.2.1 – Tous les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières sont pourvus de moyens de traitement de ces émissions.

3.2.2 – Les émissions de poussières doivent être soit captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions, ou par tout procédé d'efficacité équivalent.

3.2.3 – L'exploitant assurera un dépoussiérage régulier de l'usine.

3.2.4 – Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation sont entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières.

3.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant de l'installation.

Les bassins, canaux, stockage et traitement des matières premières organiques, des boues et de l'engrais produit, susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts et fermés.

Un système central de traitement des odeurs sera mis en place :

- Dépression des locaux sources d'odeurs
- Traitement de l'air par biofiltres.

3.4. Règles d'aménagement et d'exploitation

3.4.1. L'ensemble des procédés, y compris le déchargement des matières premières, est réalisé en bâtiments fermés.

La dépression dans les différents bâtiments sera évalué en continu. Une validation annuelle du système de mesure sera réalisée par un organisme agréé (copie des résultats sera transmise à l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

L'air vicié capté est dirigé, en vue de son traitement, vers 2 biofiltres :

Surface	2 x 100 m ²
Débit	2 x 25 000 m ³ /h

Les biofiltres, constitués de lit de tourbe ou support similaire, sont maintenus humides par aspersion d'eau.

L'air traité rejeté à l'atmosphère respectera en sortie de biofiltre les valeurs maximales suivantes :

Paramètres	Concentration	Rendement épuratoire
NH ₃	2 ppm	90 %
H ₂ S	0,1 ppm	96 %
CH ₃ -SH	0,1 ppm	90 %

Des mesures relatives à la pollution atmosphérique par les biofiltres, en entrée et en sortie, en période de forte activité seront réalisées 1 fois par mois. Copie des résultats sera transmise à l'inspecteurs des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

3.4.2 – L'installation de combustion fonctionne à partir du biogaz produit par l'unité de méthanisation, ou du gaz inflammables liquéfiés.

Dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation, et ensuite, une fois par an, une analyse du biogaz sera effectuée sur les concentrations en méthane, dioxyde de carbone, hydrogène sulfuré, composés organiques, composés halogénés, métaux lourds et toxiques.

Les gaz de combustion (chaufferie), 2040 Nm³/h sont rejetés dans l'atmosphère par l'intermédiaire d'une cheminée, d'une hauteur de 12 mètres.

NOTA : la hauteur de la cheminée est définie par la différence entre l'altitude des débouchés à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré.

Toutes les canalisations de transport de gaz ou biogaz sont munies d'appareil de mesure de débit en continu et de pression en continu.

Un déclenchement d'alarme préviendra toutes anomalies de pression, de température et de niveau de remplissage du réservoir du méthaniseur.

Le gazomètre sera être équipé d'un dispositif approprié permettant de contrôler à chaque instant la pression du gaz contenu, et son étanchéité sera périodiquement contrôlée.

Dans les locaux où sont produits ou transformés le gaz ou biogaz, un système de détection de présence de gaz sera mis en place.

Les rejets à l'atmosphère de la chaudière ou de la torchère respecteront les valeurs maximales suivantes :

Paramètres	Concentrations	Flux par heure
CO	50 mg/Nm ³	0,1 kg
Nox	150 mg/Nm ³	0,3 kg
SO ₂	1100 mg/Nm ³	2,4 kg
Poussières	5 mg/Nm ³	0,01 kg

Les concentrations sont mesurées sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume.

Dans un délai de 3 mois suivant la mise en service de l'installation, et ensuite au moins une fois par an, une campagne de mesures est effectuée par un organisme agréé par le Ministre chargé de l'Environnement ou choisi en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées. Cette campagne porte sur la mesure des paramètres suivants : poussières, monoxyde de carbone, oxydes d'azote, oxydes de soufre et composés organiques volatils. Dès réception les résultats sont transmis à l'Inspecteur des Installations Classées.

3.4.3 – Afin d'éviter les risques de surpression, les installations susceptibles de produire du biogaz en excédent sont raccordées à la torchère.

ARTICLE 4 – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

4.1. Règles d'aménagement

L'exploitant établit et tient à jour un plan faisant apparaître les installations de prélèvement, le(s) réseau(x) d'alimentation, les principaux postes utilisateurs, les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires (secteurs collectés, points de branchement, regards, postes de relevage et de mesure, vannes), point de raccordement au réseau collectif, les points de prélèvement d'échantillons (canaux de mesure, piézomètres, etc.).

Ce plan est tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées et des Services d'Incendie et de Secours.

4.2. Prélèvements et consommation d'eau

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des indications est effectué toutes les semaines, et est porté sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, les données étant conservées pendant 3 ans.

En cas de raccordement à un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage doit être équipé d'un clapet anti-retour, d'un disconnecteur ou de tout autre dispositif équivalent.

4.3. Eaux résiduaires industrielles

4.3.1 – Toutes les eaux résiduaires "industrielles" de l'établissement – eaux pluviales collectées sur la voirie et susceptibles d'être polluées, etc.. – sont collectées dans l'établissement et ne doivent pas rejoindre le milieu naturel sans avoir été traitées spécifiquement.

4.3.2 – Les eaux usées brutes sont dirigées vers l'unité d'évaporation puis filtration par osmose dans l'unité de traitement du site.

- les eaux déversées sont débarrassées des matières flottantes, déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.
- elles ne renferment pas de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique de la station d'épuration ou pour détruire la vie sous toutes ses formes à l'aval du point de déversement.

Les eaux brutes présentent les caractéristiques suivantes :

Paramètres	concentrations
DBO5	1200 mg/l
DCO	8000 mg/l
MES	2500 mg/l
NTK	4000 mg/l
NH4	4000 mg/l
Pt	2500 mg/l

4.3.3 – En sortie de la station de traitement, les eaux seront :

- recyclées pour le lavage des véhicules (10 m3/j), la préparation de la solution de floculant (50 m3/j), alimentation du compresseur biogaz et des condenseurs, du remplissage de la réserve incendie et du rotoluve,
- dirigées vers un bassin tampon d'une capacité de 20 000 m3.

Les eaux épurées devront respecter les valeurs maximales suivantes :

REJETS	CONCENTRATION
MES	1 mg/l
DCO	100 mg/l
DBO5	50 mg/l
Azote NTK	10 mg/l
NH4	10 mg/l
Phosphore total	5 mg/l
pH	neutre

Les eaux épurées dirigées vers le bassin tampon respecteront les valeurs suivantes :

REJETS	CONCENTRATION	FLUX MAXIMUM SUR 24 HEURES
volume	/	212 m3
MES	1 mg/l	0.2 kg
DCO	100 mg/l	21.2 kg
DBO5	50 mg/l	10.6 kg
Azote NTK	10 mg/l	2.1 kg
NH4	10 mg/l	2.1 kg
Phosphore total	5 mg/l	1.1 kg
pH	neutre	

4.3.4 - Surveillance des rejets

Il est vérifié **mensuellement** la première année de fonctionnement **et au minimum une fois par trimestre par la suite** que les effluents issus du digestat correspondent aux caractéristiques énoncées en 4.3.2.

L'autosurveillance des rejets avant de rejoindre la lagune de stockage sera réalisée selon la fréquence suivante :

Volume	m3	Continu
Température		Continu
pH		Continu
Matière en suspension (MES)	mg/l et kg/j	1 fois/semaine
Demande chimique en oxygène (DCO)	mg/l et kg/j	1 fois/jour
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	mg/l et kg/j	1 fois/semaine
Azote Kjeldhal (NTK)	mg/l et kg/j	1 fois/quinzaine
Phosphore total (Pt)	mg/l et kg/j	1 fois/quinzaine

Le suivi est réalisé sur les rejets d'eaux résiduelles industrielles, à partir d'échantillons prélevés sur une durée de vingt-quatre heures, proportionnellement au débit, et conservé en enceinte réfrigérée. Le préleveur sera installé à l'amont de la lagune de stockage.

Les résultats de ces mesures, exprimés en concentration et en flux, sont transmis **mensuellement**, à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les paramètres représentatifs de l'activité de l'établissement (les tonnages correspondants aux jours de mesure) sont joints.

Un contrôle des paramètres suivants : DCO, DBO5, MES, NTK, Pt est réalisé sur l'initiative de l'inspection des installations classées à une fréquence **bisannuelle**.

Cette intervention peut avoir lieu à tout moment par l'organisme chargé des mesures.

Les mesures (prélèvements et analyses) sont à la charge de l'exploitant.

4.4. Eaux vannes – Eaux usées

Les eaux vannes des sanitaires, les eaux usées des lavabos sont collectées puis envoyées vers un épandage individuel de type filtre à sable.

4.5. Eaux de lavage des camions

Les eaux de lavages des camions sont collectées et dirigées vers les fosses de réception de la biomasse.

4.5. Eaux pluviales

Avant de rejoindre le ruisseau du PENHOUE, elles transitent par un bassin tampon (ouvrage a sec) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Volume : 310 m³
Débit de fuite : 33 l/s

Un débourbeur-séparateur (type lamellaire) à hydrocarbures sera installé en sortie du bassin tampon.

En aucun cas, elles ne sont rejetées dans un réseau collectif d'eaux usées.

Au droit du rejet, les caractéristiques des eaux doivent respecter les valeurs limites ci-après :

- Hydrocarbures totaux	5 mg/l
- DCO	125 mg/l
- DBO5	30 mg/l
- MES	35 mg/l.

Le bassin tampon sera équipé d'une vanne en sortie afin de contenir les eaux polluées ou les eaux d'extinction d'incendie, en vue d'un éventuel traitement, avant rejet au milieu naturel.

4.6. Prévention des pollutions accidentelles

4.6.1. Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, soit dans les conditions prévues aux alinéas 4.3 et 4.6 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues à l'article 5 ci-après.

4.6.2. Stockages

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le stockage de produits finis susceptibles d'entraîner une pollution du sol est associé à une protection du sol adaptée.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, etc.).

4.6.3. Information sur les produits

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles, le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 5 – DECHETS

5.1. Gestion

L'exploitant doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet.

Pour chaque catégorie de déchets, l'exploitant doit respecter le niveau de traitement ou d'élimination fixé dans la partie déchets de l'étude d'impact. Tout changement significatif de niveau doit être porté à la connaissance de l'Inspecteur des Installations Classées.

L'exploitant établit une procédure écrite relative à la collecte et à l'élimination des différents déchets générés par les installations. Cette procédure régulièrement mise à jour est tenue à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

5.2. Stockage

Dans l'attente de leur élimination finale, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envois, des infiltrations dans le sol, etc.).

Pour les déchets spéciaux, les stockages temporaires avant recyclage ou élimination doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et être protégés des eaux météoriques.

5.3. Emballages industriels

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages (J.O. du 21 juillet 1994).

5.4. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 6 – PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

6.1. Généralités

Les installations de l'établissement doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 concernant la lutte contre le bruit, et relatives aux objets bruyants et aux dispositions d'insonorisation.

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6.2. Emergence

Les émissions sonores provoquées par le fonctionnement de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où elle est réglementée.

Emergence admissible pour la période allant de 8H00 à 20H00 sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 20H00 à 8H00 ainsi que les dimanches et jours fériés
5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).

6.3. Niveaux de bruit limite

Le niveau de bruit global à ne pas dépasser en limite d'établissement est fixé dans le tableau ci-dessous ; il est déterminé de manière à assurer le respect des valeurs maximales d'émergence précédentes dans les zones où celle-ci est réglementée.

Jour (7h00 – 22h00) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22h00 – 7h00) et dimanches et jours fériés
Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)
70	60

6.4. Contrôle des niveaux de bruit

L'exploitant devra réaliser dans les 3 mois suivant la fin des travaux, puis tous les 3 ans, à ses frais, un contrôle des niveaux d'émission sonore générés par son établissement ; le contrôle du niveau de bruit et de l'émergence sera effectué par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. Les résultats des mesures (émergence en zone réglementée et niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement) seront transmis par l'organisme à l'Inspecteur des Installations Classées ; en cas de non conformité, ils lui seront transmis accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.

Les mesures seront effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 (basée sur la norme NFS 31.010 – décembre 1996), et dans des conditions représentatives de l'ensemble de la période de fonctionnement de l'établissement ; la durée de chaque mesure sera d'une demi-heure au moins.

6.5. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

ARTICLE 7 – - MESURES CONCERNANT LES EMISSIONS SUSCEPTIBLES D'ETRE CONTAMINEES PAR LEGIONELLA

Sont considérés comme faisant partie du système de refroidissement au sens du présent article, les circuits d'eau en contact avec l'air et l'ensemble évaporatif qui leur est lié.

7-1-Entretien et maintenance

L'exploitant devra maintenir en bon état de surface, propre et lisse, et exempt de tout dépôt le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons...) pendant toute la durée de fonctionnement du système de refroidissement.

Avant la remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé, et en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant procédera à :

- une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint ;
- un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parties périphériques ;
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des *Légionella* a été reconnue, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.

Cette désinfection s'appliquera, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduelles seront soit rejetées à l'égout, soit récupérées et éliminées dans un centre de traitement des déchets dûment autorisé à cet effet au titre de la législation des installations classées. Les rejets à l'égout ne devront pas nuire à la sécurité des personnes ni à la conservation des ouvrages.

II – Si l'exploitant justifie d'une impossibilité technique à respecter les dispositions du point **7-1- I**, il devra mettre en œuvre un traitement efficace contre la prolifération des *Légionella*, validé in situ par des analyses d'eau pour recherche de *Légionella*, dont une au moins interviendra sur la période de mai à octobre.

Le protocole de traitement sera présenté à l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ; il précisera le procédé utilisé, la quantité de produit (dosage), l'échéancier de réalisation, les moyens mis en œuvre afin de vérifier l'efficacité du traitement, les analyses effectuées (fréquence et copie des résultats transmis par le laboratoire à l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement), les mesures mises en œuvre en cas d'anomalies, ...

7-1-2

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant mettra à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité du système de refroidissement et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols des équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants...), destiné à les protéger contre l'exposition :

- aux produits chimiques,
- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes.

Un panneau devra signaler le port de masque obligatoire.

7-1-3

Pour assurer une bonne maintenance du système de refroidissement, l'exploitant fera appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau.

7-1-4

L'exploitant reportera toute intervention réalisée sur le système de refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionnera :

- les volumes d'eau consommée mensuellement,
- les périodes de fonctionnement et d'arrêt,
- les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates/nature des opérations/identification des intervenants/nature et concentration des produits de traitement,

- les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en *Légionella*...).

Les plans des installations, comprenant notamment le schéma à jour des circuits de refroidissement, devront être annexés au livret d'entretien.

Le livret d'entretien sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

7-1-5

L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement.

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques seront réalisés par un laboratoire qualifié dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Les frais des prélèvements et des analyses seront supportés par l'exploitant.

Les résultats d'analyses seront adressés sans délai à l'inspection des installations classées.

7-1-6

Si les résultats d'analyses réalisées en application du **point 7-1-1 - II**, du **point 7-1-4** ou du **point 7-1-5** mettent en évidence une concentration en *légionella* supérieure à 10^5 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant devra immédiatement stopper le fonctionnement du système de refroidissement. Sa remise en service sera conditionnée au respect des dispositions du **point 7-1-1 - I**.

Si les résultats d'analyses réalisées en application du **point 7-1-1 - II**, du **point 7-1-4** ou du **point 7-1-5** mettent en évidence une concentration en *légionella* comprise entre 10^3 et 10^5 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant fera réaliser un nouveau contrôle de la concentration en *légionella* un mois après le premier prélèvement. Le contrôle mensuel sera renouvelé tant que cette concentration restera comprise entre ces deux valeurs.

7-2 Conception et implantation des systèmes de refroidissement.

7-2-1 L'alimentation en eau d'appoint de chaque système de refroidissement répondra aux règles de l'art et sera dotée d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau du système de refroidissement sera équipé d'un ensemble de protection par disconnection situé en amont de tout traitement de l'eau de l'alimentation.

7-2-2 Les rejets d'aérosols ne seront situés ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejet seront en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures.

ARTICLE 8 – GESTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

8-1 Dispositions générales

8-1-1 Zone de dangers

L'exploitant définit, sous sa responsabilité, trois types de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion :

- une zone de type I : emplacement dans lequel une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente ou semi-permanente,
- une zone de type II : emplacement dans lequel une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon épisodique avec une faible fréquence et une courte durée,
- une zone de type III : emplacement à risque d'incendie.

Ces zones sont reportées sur un plan tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées dans les six mois suivants la notification du présent arrêté.

8-1-2 Conception – Aménagement

La conception générale de l'établissement est conduite de sorte à assurer, à partir d'une division des activités concernées, une séparation effective des risques présentés par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes.

La stabilité au feu des structures doit être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours. Les éléments de construction seront d'une manière générale incombustibles. L'usage des matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

Ne sont conservées dans les zones de dangers que les quantités de matières inflammables ou explosibles strictement nécessaires pour le travail de la journée et le travail en cours. En dehors des produits nécessaires à la fabrication, l'usage de tout produit ou matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (châssis genre skydome ou pyrodome, réalisés conformément de l'article R 235-4-8 de la section IV, chapitre V, titre III, livre II du code du travail.) Les commandes d'ouverture manuelle seront placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

8-1-3 Installations électriques

Le matériel électrique basse tension est conforme à la norme NFC 15.100

Le matériel électrique haute tension est conforme aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200

Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles de l'art et notamment à la norme NFC 15.100

En outre, les installations électriques sont conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980 - J.O. du 30 avril 1980). Elles sont protégées contre les chocs. Les installations électriques répondent aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs.

Les transformateurs sont implantés dans des locaux spéciaux situés à l'extérieur des zones de dangers.

Des interrupteurs multipolaires pour couper le courant sont facilement accessibles et signalés de façon appropriée. Les installations électriques sont entretenues en bon état ; elles sont périodiquement - au moins une fois par an - contrôlées par un organisme spécialisé. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

8-1-4 Electricité statique - Mise à la terre

Au niveau des zones de stockages et de dépotage des produits à risques, les masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. Cette mise à la terre est réalisée suivant les règles de l'art ; elle est distincte de celle du paratonnerre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes et est périodiquement vérifiée. L'intervalle entre deux contrôles ne peut excéder un an. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les matériels constituant les appareils en contact avec les matières, produits explosibles ou inflammables à l'état solide, liquide, gaz ou vapeur, doivent être suffisamment conducteurs de l'électricité afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

8-1-5 Suppression des sources d'inflammation ou d'échauffement

Aucun feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire des étincelles ne peut être maintenu ou apporté, même exceptionnellement dans les zones de dangers, que les installations soient en marche ou à l'arrêt, en dehors des conditions prévues ci-après. Ces interdictions, notamment celle de fumer, sont affichées en caractères très apparents dans les locaux concernés et sur les portes d'accès.

Les centrales de production d'énergie sont extérieures aux zones dangereuses. Elles sont placées dans des locaux spéciaux sans communication directe avec ces zones.

L'outillage utilisé en zones de dangers est d'un type non susceptible d'étincelles.

Dans les zones de dangers, les organes mécaniques mobiles sont convenablement lubrifiés et vérifiés périodiquement.

L'exploitant établit un carnet d'entretien qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.

L'exploitant met en place des détecteurs appropriés au niveau des installations présentant un risque en cas d'élévation anormale de température ou de pression.

8-1-6 Permis de feu

Dans les zones de dangers, sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre (chalumeaux, appareils de soudage...). Tous les travaux de réparation ou d'entretien sortant du domaine de l'entretien courant ou nécessitant la mise en œuvre de flamme ou appareils tels que ceux visés ci-dessus ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier a nommément désignée.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière, établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu. Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, ils ne sont réalisés qu'après arrêt complet et vidange des installations de la zone concernée, nettoyage et dégazage des appareils à réparer, vérification préalable de la non explosivité de l'atmosphère.

Des extincteurs, vérifiés périodiquement par une société spécialisée, sont répartis dans les différents locaux en nombre suffisant.

Des visites de contrôles sont effectuées après toute intervention.

8-1-7 Organisation de la qualité

L'exploitant mettra en place une organisation de la qualité en matière de sécurité au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de la devenir. Cette organisation portera notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou en cas de crise, essais périodiques, maintenance, formation du personnel),
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement.

Les documents correspondants seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

8-1-8 Protection contre la foudre

Les bâtiments doivent être protégés contre la foudre dans les conditions énoncées par la norme NFC 17.100. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification tous les 5 ans conformément à cette même norme.

8-2 Intervention en cas de sinistre

8-2-1 Signalement des incidents de fonctionnement

Les installations sont équipées d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident soit automatiquement soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Ce dernier dresse une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines...) en fonction de la nature et de la localisation de l'incident. Il est précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement et manuellement.

8-2-2 Evacuation du personnel

Les installations doivent comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel. Les schémas d'évacuation sont préparés par l'exploitant, tenus à jour et affichés. A l'entrée de l'établissement, un plan sera affiché, représentant l'ensemble des niveaux de manière à faciliter l'intervention des pompiers. Les issues et dégagements seront signalés au moyen d'une installation fixe d'éclairage de sécurité de type non permanent (blocs autonomes d'éclairage ou équivalent).

8-2-3 Moyens de lutte contre l'incendie

L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'Incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus.

- Détection de l'atmosphère explosive avec report d'alarme
- Organes de coupure du biogaz et du gaz naturel manuels et automatiques asservis à la détection
- Contrôle de défaut de flamme et ventilation des locaux
- Consignes de sécurité
- Bassin de rétention de 310 m³ en cas d'incendie
- Extincteurs (1/200m² au minimum)
- Désenfumage des locaux techniques sus-visés par des extracteurs d'air
- Plan d'intervention.

Et les moyens complémentaires suivants :

- Installer à proximité du stockage de biogaz deux extincteurs à poudre homologués ainsi qu'un poste d'eau avec lance et tuyau
- Mettre à disposition du personnel des moyens de protection individuels en cas d'incident (appareil respiratoire, ...)
-

L'établissement devra respecter, au minimum, les mesures générales de sécurité externes suivantes:

- La configuration du site permet aux pompiers d'intervenir sur tous les bâtiments, les aires de circulation sont notamment conçues pour permettre un accès facile et rapide des engins des services incendie,
- Une réserve incendie de 240 m³ assure une alimentation en eau d'extinction
- les moyens de secours et de lutte contre l'incendie seront maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement ;
- Les éléments d'information seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visible. Les schémas d'intervention seront revus à chaque modification de la construction ou de mode de gestion de l'établissement. Ils seront adressés à l'Inspecteur Départemental des Services de Secours et de Lutte contre l'Incendie.
- les voies d'accès à l'usine seront maintenues constamment dégagées.

D'une manière générale, en matière de prévention contre l'incendie, l'établissement devra répondre aux dispositions de la section III du Titre III du Livre II (2^{ème} partie) du Code du Travail.

8-2-4 Consignes d'incendie

Outre les consignes générales, l'exploitant établit des consignes spéciales relatives à la lutte contre l'incendie. Celles-ci précisent notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- l'organisation des équipes d'intervention,
- la fréquence des exercices,
- les dispositions générales concernant la mise en œuvre, l'entretien et la vérification des moyens de lutte contre l'incendie,
- l'évacuation du personnel,
- les modes d'appel des secours extérieurs ainsi que les personnes autorisées à lancer ces appels.

8-2-5 Registre d'incendie

La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre spécial qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9 – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX DECHETS A TRAITER

9.1. Origine

L'origine des déchets est limitée aux secteurs définis dans l'étude d'impact.

Dans les conditions actuelles, pour ce qui concerne le lisier le périmètre maximum de collecte est fixé à **20 kilomètres**.

9.2. Précautions particulières

L'organisation de la collecte est sous la responsabilité de l'exploitant de l'usine qui définit le cas échéant, dans les contrats de reprise les dispositions qui doivent être mises en place chez les différents producteurs.

Pour ce qui concerne les élevages, l'organisation des circuits de collecte et les moyens prévus, notamment le système de tournée unique par camion citerne, seront scrupuleusement respectés.

Toute évolution ultérieure dans l'origine des déchets, notamment ceux provenant d'installations classées d'élevages doit faire l'objet d'une information préalable.

L'exploitant vérifie que les déchets qu'il réceptionne sont conformes à ceux autorisés.

A cet effet :

- une consigne particulière précise les modalités pratiques du contrôle ;
- une consigne particulière, à l'attention des producteurs et (ou) collecteurs définit la nature des différents déchets susceptibles d'être traités ainsi que les conditions de leur acceptation à l'usine. Dans le cas particulier des élevages, l'exploitant est tenu de respecter les restrictions éventuelles liées à des incidents sanitaires.

Le stockage tampon de livraison des matières premières doit se faire de manière séparée, par nature de produits, sur les aires identifiées réservées à cet effet.

Tout stockage extérieur, même temporaire, est interdit.

9.3. Tenue d'un registre

Après vérification de l'existence d'une convention, chaque arrivage de matières premières sur le site pour méthanisation donnera lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues,
- l'identification du producteur des matières premières et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante,
- la nature et les caractéristiques des matières premières reçues.

L'exploitant mettra en œuvre un système permettant de suivre la traçabilité des produits de l'établissement d'origine, jusqu'à l'élimination ou valorisation finale : bon d'enlèvement, bon de transport, ...

ARTICLE 10 – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA GESTION DES ENGRAIS

10.1. Suivi de la fabrication

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes (ex : mêmes matières premières, mêmes dosages, mêmes dates de fabrication...).

L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi sur lequel il reporte toutes informations utiles concernant la conduite de la méthanisation et fabrication de matières fertilisantes.

Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 10 ans.

Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

10.2. Conditions de stockage

La capacité d'entreposage sur le site des engrais produits sera d'au moins six mois.

10.3. Utilisation de l'engrais

L'engrais produit sera exporté hors des zones d'excédent structurel.

10.3.1. Rappel des dispositions générales

Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, l'engrais produit, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L.955-1 à L.955-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation ou d'une autorisation d'importation, **ou d'avoir un engrais conforme à une norme d'application obligatoire**, l'exploitant doit respecter les dispositions réglementaires en matière d'épandage définies par l'article 10.3.3.

10.3.2. Cas des engrais homologués ou normalisés

Dans le cas d'un produit disposant d'une homologation ou conforme à une norme rendue d'application obligatoire, **un suivi des ventes** avec - les dates de départs, les numéros de lot, la référence du produit et ses caractéristiques (analyses), les quantités journalières produites en tonnes et en m3, les destinations – est réalisé.

Ces données seront archivées pendant une durée minimale de 10 ans et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L.955-1 à L.955-11 du Code rural.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultat définies par le cahier des charges de l'homologation ou, le cas échéant par les spécifications de la norme, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, il met en place les procédures de contrôle et analyses nécessaires.

Les analyses **portent au minimum sur les paramètres suivants** :

- matières sèches,
- azote total
- phosphore total
- métaux lourds
- paramètres bactériologiques

En plus des obligations précitées, l'étiquetage devra indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

L'étiquetage des produits est assuré par la personne physique ou morale qui en assure la mise sur le marché.

10.3.3 Cas des engrais ne répondant pas aux spécifications du 10.3.2.

Les dispositions suivantes s'appliquent à l'épandage de l'engrais produit si celui-ci n'est ni homologué ou sous autorisation provisoire de vente au titre des articles L. 955-1 à L.955-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture, ni conforme à une norme rendue d'application obligatoire relative aux matières fertilisantes ou supports de culture.

Les matières concernées par les dispositions de cet article seront désignées sous l'appellation « matières à épandre ».

Les matières à épandre ont un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et leur application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ainsi qu'à la qualité des sols et des milieux aquatiques.

Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des matières à épandre, l'aptitude au sol à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation. Cette étude justifie de la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées ou les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'article L.541-14 du

code de l'environnement et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus aux articles L.212-1 à L.212-7 du code de l'environnement. Elle comprend notamment :

- les caractéristiques des matières à épandre (quantités prévisionnelles, valeur agronomique, teneur en éléments traces et pathogènes...),
- la représentation cartographique au 1/25 000ème du périmètre d'étude, et des zones aptes à l'épandage,
- l'identification des contraintes liées au milieu naturel ou aux activités humaines dans le périmètre d'étude et l'analyse des nuisances pouvant résulter de l'épandage,
- les caractéristiques des sols, les systèmes de culture et la description des cultures envisagées sur le périmètre d'étude,
- une analyse des sols portant sur les paramètres mentionnés au tableau 2 de l'annexe I, et sur l'ensemble des paramètres mentionnés en annexe II, réalisée en un point de référence, repéré par ses coordonnées Lambert, représentatif de chaque zone homogène,
- la description des modalités techniques de réalisation de l'épandage (matériels, périodes...),
- les préconisations spécifiques d'utilisation des matières à épandre en fonction de ses caractéristiques, de celles du sol, des systèmes et types de cultures et autres apports de matières fertilisantes,
- la représentation cartographique à une échelle appropriée des parcelles exclues de l'épandage sur le périmètre d'étude et les motifs d'exclusion,
- un exemplaire de l'accord des utilisateurs de matières à épandre pour la mise à disposition de leurs parcelles et une liste de celles-ci selon leurs références cadastrales,
- tous les éléments complémentaires permettant de justifier la compatibilité avec les éléments évoqués ci-dessus.

L'exploitant informe le préfet de département de son intention d'épandre et lui transmet, au moins 3 mois avant la réalisation de l'épandage, l'étude préalable d'épandage précitée, complétée par l'indication des filières alternatives d'élimination ou de valorisation prévues dans les cas où l'épandage s'avérerait impossible.

Un cahier d'épandage (registre), conservé pendant une durée de 10 ans doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les dates d'épandages,
- les caractéristiques des matières à épandre (teneurs en éléments fertilisants et en éléments et composés traces, la référence du lot), les quantités épandues, et les quantités d'azote épandu toutes origines confondues,
- les parcelles réceptrices, leur surface et la nature des cultures,
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation,
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage.

L'étude préalable et le cahier d'épandage, ainsi qu'une synthèse annuelle des informations figurant au registre sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les matières à épandre ne peuvent être épandues :

- dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans le produit à épandre excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1a ou 1b de l'annexe I ;
- dès lors que le flux, cumulé sur une durée de 10 ans, apporté par les produits à épandre en éléments ou composés indésirables excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1a ou 1b de l'annexe II ; lorsque l'épandage est réalisé sur des pâturages, le flux maximum des éléments traces métalliques à prendre en compte, cumulé sur une durée de 10 ans, est celui du tableau 3 de l'annexe I.
- si les teneurs en éléments traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 de l'annexe II. Des dérogations aux valeurs du tableau 2 de l'annexe II peuvent toutefois être accordées par le préfet sur la base d'une étude géochimique des sols concernés démontrant que les éléments-traces métalliques des sols ne sont ni mobiles, ni biodisponibles.

Les analyses des matières à épandre sont réalisées pour chaque lot de fabrication dans un délai tel que les résultats d'analyse sont connus avant mise à disposition du lot.

Les sols doivent être analysés sur chaque point de référence au minimum tous les 10 ans et après l'ultime épandage sur la parcelle.

Les doses d'apport devront être adaptées aux besoins des sols ou des cultures dans des conditions ne devant pas entraîner de risques de ruissellement hors du champ d'épandage.

ARTICLE 11 – BILAN ANNUEL

L'exploitant établit un rapport annuel d'exploitation au regard de la protection de l'environnement et le transmet chaque année, avant le 31 janvier, au Préfet.

Ce rapport précise notamment :

- la situation de l'établissement au regard des Installations Classées mentionnées dans le tableau de l'article 1^{er},
- la nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement, celles prévues pour l'année en cours,
- le bilan de l'ensemble des rejets – air, eau, déchets – évalué au travers de l'autosurveillance et des contrôles pondéraux annuels, au regard des normes de rejet réglementaires, ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature des rejets pour l'année en cours,
- le bilan de la production d'engrais sera établi annuellement, avec indication de la production journalière correspondante,
- la description, les causes des incidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation, ainsi que les mesures prises notamment pour prévenir leur renouvellement,
- les opérations menées en matière d'environnement pendant l'année, en mentionnant les investissements correspondants.

ARTICLE 12 – CONDITIONS PARTICULIERES SUR LA MISE EN SERVICE DE L'INSTALLATION

L'exploitant présentera et transmettra au Préfet au plus tard 6 mois après délivrance de l'autorisation d'exploiter la solution retenue pour l'élimination des eaux traitées issues du traitement des effluents. La mise en service de l'unité de méthanisation ne pourra être effectuée que lorsque la solution retenue pour l'élimination des eaux traitées aura été validée et fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

ARTICLE 13

Il est constitué une Commission Locale d'Information et de Suivi du fonctionnement de l'unité de méthanisation.

La commission locale d'information et de surveillance a pour objet de promouvoir l'information du public sur les effets sur l'environnement et la santé humaine, des opérations d'élimination des déchets de l'installation classée.

La composition et le fonctionnement de la CLIS feront l'objet d'un arrêté préfectoral spécifique.

ARTICLE 14 – INSTALLATIONS / ACTIVITES SOUMISES A DECLARATION

Dans la mesure où ils ne font pas contraire aux prescriptions énoncées ci-dessus, les activités soumises à déclaration indiquées dans le tableau de classement de l'article 1 du présent arrêté demeurent réglementées par les arrêtés ministériels n° 2910 et 1611, et arrêtés types n° 209, 361, 204 et 183

ARTICLE 15 –

La présente autorisation, délivrée sous réserve du droit des tiers, deviendrait caduque au cas où les installations qui en font l'objet ne seraient pas mises en exploitation dans un délai de trois ans suivant la notification du présent arrêté. Il en serait ainsi également si l'établissement cessait d'être exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 16 –

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur, au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 17 –

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 18 –

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché en mairie de SAINT GILLES DU MENE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la **Société GEOTEXIA Méné Energie** dans deux journaux d'annonces légales du département : « Ouest-France » et « Le Télégramme ».

ARTICLE 19 –

« Délai et voie de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement). La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est :

- de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter du jour où la présente décision a été notifiée,
- de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté ».

ARTICLE 20 –

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de DINAN,

Le Maire de SAINT GILLES DU MENE,

Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- la **Société GEOTEXIA Méné Energie** pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police,
- ainsi qu'aux maires de PLESSALA, LAURENAN, PLEMET pour information.

SAINT-BRIEUC, le 28 AVR. 2004
LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,


Jacques MICHELOT

ANNEXE I **SEUILS EN ELEMENTS-TRACES METALLIQUES ET EN SUBSTANCES ORGANIQUES**

Tableau 1a
teneurs limites en éléments-traces métalliques dans les matières à épandre (au sens de l'article .)

éléments traces métalliques	valeur limite dans les matières à épandre (mg/kg MS)	flux cumulé maximum apporté par les matières à épandre en 10 ans (g/m2)
cadmium	10	0,015
chrome	1000	1,5
cuivre	1000	1,5
mercure	10	0,015
nickel	200	0,3
plomb	800	1,5
zinc	3000	4,5
chrome + cuivre + nickel + zinc	4000	6

Tableau 1b
teneurs limites en composés-traces organiques dans les matières à épandre

composés-traces	valeur limite dans les matières à épandre (mg/kg MS)		flux cumulé maximum apporté par les matières à épandre en 10 ans (g/m2)	
	cas général	épandage sur pâturages	cas général	épandage sur pâturages
Total des 7 principaux PCB *	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5	4	4
benzo(a)pyrène	2	1,5	3	2

* PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180

Tableau 2
valeurs limites de concentration en éléments-traces métalliques dans les sols

éléments-traces dans les sols	valeur limite en mg/kg MS
cadmium	2
chrome	150
cuivre	100
mercure	1
nickel	50
plomb	100
zinc	300

Tableau 3
flux cumulé maximum en éléments-traces métalliques apporté par les matières à épandre pour les pâturages ou les sols de pH inférieurs à 6

éléments traces métalliques	flux cumulé maximum apporté par les matières à épandre sur 10 ans (g/m2)
cadmium	0,015
chrome	1,2
cuivre	1,2
mercure	0,012
nickel	0,3
plomb	0,9
sélénium*	0,12
zinc	3
chrome + cuivre + nickel + zinc	4

*pour le pâturage uniquement

ANNEXE II

ELEMENTS DE CARACTERISATION DE LA VALEUR AGRONOMIQUE DES MATIERES A EPANDRE ET DES SOLS

1. Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des matières à épandre

- matière sèche (%) ; matière organique (en %) ;
- pH ;
- azote global ; azote ammoniacal (en NH_4) ;
- rapport C/N ;
- phosphore total (en P_2O_5) ; potassium total (en K_2O) ; calcium total (en CaO) ; magnésium total (en MgO) ;
- oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn). Cu, Zn, et B seront mesurés à la fréquence prévue pour les éléments-traces. Les autres oligo-éléments seront analysés dans le cadre de la caractérisation initiale des matières à épandre.

2. Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des sols

- granulométrie, mêmes paramètres que précédemment en remplaçant les éléments concernés par P_2O_5 échangeable, K_2O échangeable, MgO échangeable et CaO échangeable.